

**RAPPORT N° 2022/4-31
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022**

OBJET

PLAN FRANCE RELANCE – PARCOURS CYBERSECURITE – DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA MISE EN PLACE DE LA SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION A LA CINOR.

Pour relancer l'économie affectée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et encourager le développement des secteurs d'avenir, le gouvernement a lancé en septembre 2020 le plan France Relance. Ce dispositif de financement de l'Etat comporte un volet cybersécurité, piloté par l'ANSSI (agence nationale de la sécurité des systèmes d'information), dont l'objectif est de renforcer la sécurité des systèmes d'information des administrations, des collectivités, des établissements de santé et des organismes publics tout en dynamisant l'écosystème industriel français. Ce cadre de financement national prévoit notamment une solution d'appui aux parcours de sécurité pour renforcer les systèmes d'informations des collectivités publiques. Cela concerne également la Réunion.

Dans le cadre de France Relance, l'ANSSI présente plusieurs offres de service d'aides. La CINOR a posé sa candidature au mois de juillet 2022 pour l'offre « **Parcours Cybersécurité** » qui permettra à la collectivité d'élever son niveau de sécurité informatique à travers la mise en place d'un dispositif complet. La candidature de la CINOR a été **acceptée** et la démarche a été initiée en août 2022. Ce parcours se déroule en 3 phases :

- 1) Le pré-diagnostic : financement intégral et direct de l'ANSSI
- 2) Le pack initial : financement intégral de l'ANSSI via une subvention versée à la collectivité d'un montant de 40 000,00 €
- 3) Le pack Relais : cofinancement de l'ANSSI et de la CINOR d'un montant de 70 000 €.

Globalement, le montant de l'opération s'élève à 110 000,00 € dont 90 000 € subventionnés par l'ANSSI et 20 000 € à engager par la CINOR.

Tout au long de ce parcours, France Relance propose un accompagnement par des prestataires compétents, de la maîtrise d'ouvrage jusqu'à la mise en œuvre.

La phase de pré-diagnostic a démarré fin août 2022 et se poursuivra durant les mois prochains. Le positionnement de la CINOR dans cette subvention est nécessaire dans le calendrier des aides 'France Relance'.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- M'autoriser à solliciter les subventions de l'ANSSI pour permettre la mise en œuvre de la cybersécurité à la CINOR, sur la base des éléments de financement ci-dessus et signer la convention de subvention afférente.
- Approuver le plan de financement portant sur cette opération 'parcours cybersécurité'
- Valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 20 000 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
074-2097401-00-20220915-BC2022-4-31-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**DECISION N° 2022/4-31
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET

PLAN FRANCE RELANCE – PARCOURS CYBERSECURITE – DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA MISE EN PLACE DE LA SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION A LA CINOR.

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-31 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1 :

D'autoriser le Président à solliciter les subventions de l'ANSSI pour permettre la mise en œuvre de la cybersécurité à la CINOR, sur la base des éléments de financement ci-dessus et signer la convention de subvention afférente ;

ARTICLE 2 :

D'approuver le plan de financement portant sur cette opération 'parcours cybersécurité' ;

ARTICLE 3 :

De valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 20 000 €.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **21 SEPT 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-31-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022